



Conseil Economique et Social

Distr.
GENERALE

E/CN.4/1991/40/Add.1
29 novembre 1990

FRANCAIS
Original : ESPAGNOL

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Quarante-septième session
Point 15 de l'ordre du jour provisoire

APPLICATION DE LA CONVENTION INTERNATIONALE SUR L'ELIMINATION ET LA REPRESSION DU CRIME D'APARTHEID

Rapports présentés par les Etats parties conformément à l'article VII de la Convention

Additif

PANAMA */

[18 octobre 1990]

1. La République du Panama a ratifié la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid par la loi 8 du 26 octobre 1976. Le Gouvernement panaméen a pleinement appuyé toutes les décisions et résolutions de l'Organisation des Nations Unies tendant à éliminer le crime d'apartheid.

2. Il est prévu à cet égard, sur le plan constitutionnel, que :

"Article 19 : Il n'y aura pas de privilèges ou de prérogatives personnels ni de discrimination pour des motifs de race, de naissance, de classe sociale, de sexe, de religion ou d'opinions politiques."

3. Sur le plan législatif, le Code pénal panaméen stipule d'autre part que :

"Article 311 : Quiconque participe à la destruction totale ou partielle d'un groupe déterminé d'êtres humains en raison de leur nationalité, de leur race ou de leurs convictions religieuses ou politiques est passible d'une peine de 15 à 20 ans de prison."

*/ Le rapport initial du Gouvernement panaméen (E/CN.4/1977/Add.2) a été examiné par le Groupe des Trois à sa session de 1978.